

Avis adopté à la séance plénière du 7 juillet 2020

Se donner un nouveau cap. Rapport annuel sur l'état de la France en 2020

Déclaration du groupe CGT

La déflagration que nous venons de vivre interroge les choix qui ont présidé ces dernières décennies : ceux de la généralisation d'un modèle de développement mondialisé priorisant les logiques de financiarisation, de concurrence et de dérégulation sur le bien-être de l'Humanité et l'environnement. Cette crise est d'abord celle d'un système économique et financier qui met en concurrence, exploite les êtres humains et la planète.

La récession que nous connaissons est grave, ses effets sont amplifiés par des effets d'aubaine, cela appelle à des changements considérables dans les règles économiques et sociales. Une forme classique de « relance » a vécu.

Pour la CGT, un grand basculement est nécessaire pour répondre à cette crise de civilisation. À tous les niveaux, la sécurité économique doit prendre le pas sur la précarité, la coopération sur la concurrence, le partage des pouvoirs sur le monopole patronal.

Le besoin de politiques publiques où prédomine de nouveau l'intérêt général est criant. L'intervention publique doit être transformée pour favoriser et planifier l'émergence d'un nouveau système productif qui intègre une réelle reconquête industrielle, la protection de l'environnement et une autre relocalisation en lien avec les territoires.

Il ne faut pas seulement « définancieriser l'économie » et annuler les dettes, il faut mettre en place de nouveaux types de financements, plus sélectifs, s'accompagnant de nouveaux pouvoirs pour les salariés dans les entreprises.

Par ailleurs, les Services publics, l'éducation, la santé, la formation, la recherche, la culture ne se contenteront pas de quelques gages de reconnaissance. Ils exigent une réelle promotion de leurs activités contre la logique de marchandisation et demandent aussi plus et mieux de dépenses publiques.

Le « Rapport sur l'état de la France 2020 » ne va pas aussi loin sur l'ensemble de ces champs fondamentaux, mais il ose réinterroger les choix, sortir du cadre. La liste des préconisations est positive et souligne l'écoute du pays réel, de la société civile organisée. Il intègre pour la première fois des contributions utiles des CESER.

Au-delà de la santé et des propositions fortes pour répondre aux urgences (sociales, emplois/chômage, aides aux activités en difficultés et à la production...), l'avis met au cœur des réflexions la démocratie, les services publics, le travail, la réorientation d'envergure de nos modes de développement conjuguant économique, social et environnemental. Dans la continuité de certains de nos avis, il évoque la justice sociale et les solidarités, mais de manière plus appuyée.

Ces thématiques sont présentées comme les fondamentaux du projet de société à construire en commun.

La qualité de cet avis, malgré des conditions difficiles de réalisation, montre ce que le CESE et ses formations de travail peuvent faire de meilleur, quand on leur donne toute leur place, ce qui n'a malheureusement pas été le cas dans la réponse de notre institution au Président de la République.

Parce que cet avis explore des pistes prometteuses pour ce nouveau cap nécessaire, nous l'avons voté.